



IDÉES

Agathe Cagé Bâtir un projet alternatif pour l'éducation nationale

L'ex-directrice adjointe du cabinet de Najat Vallaud-Belkacem propose des « assises de l'éducation » pour sortir du « sillon conservateur et excluant » imposé par Jean-Michel Blanquer, qui semble ignorer le malaise enseignant

Quelle école voulons-nous pour nos élèves, nos enseignants, nos directeurs d'école et nos chefs d'établissement? La rentrée 2020 représente une opportunité à ne pas manquer de bâtir un nouveau projet pour l'éducation nationale. La raison en est double.

Il y a, tout d'abord, urgence à proposer un autre chemin pour notre système scolaire que le sillon conservateur et excluant creusé par la succession des décisions prises depuis 2017. Alors que le monde de l'éducation étouffe sous les injonctions permanentes et que les incertitudes créées par la crise sanitaire sont au plus haut, la priorité donnée, depuis la rentrée par le ministre de l'éducation nationale, à la pression évaluative – qu'il fait peser à la fois sur les élèves et sur les enseignants – est à contre-courant de l'époque comme des besoins au sein des classes. Chaque rentrée confirme décidément un peu plus que le quinquennat ouvert en 2017 restera, à l'exact inverse du slogan ministériel [*L'école de la confiance, loi adoptée par l'Assemblée nationale le 2 juillet 2019*], celui du règne de l'école de la défiance.

Des sonnettes d'alarme ne cessent pourtant d'être tirées: la grève de la surveillance et de la correction du baccalauréat lors de la session 2019 (née d'un mode de conduite du changement par l'affrontement là où il y avait, au contraire, un absolu besoin de construire du consen-

sus); le suicide de la directrice d'école maternelle Christine Renon, le 23 septembre 2019; la mobilisation enseignante contre la réforme des retraites, en décembre de la même année; celle de janvier contre les nouvelles épreuves de contrôle continu de terminale.

Signaux alarmants

Autant de signaux qui ont dit le malaise enseignant, le ras-le-bol vis-à-vis de la dégradation des conditions de travail et de la dévalorisation de l'image sociale du métier (nourrie par différents épisodes de « prof bashing » médiatiques auxquels le ministre s'est soigneusement abstenu de s'opposer). Autant d'appels auxquels la Rue de Grenelle ne renvoie comme seul écho que le mantra, inlassablement répété, de la maîtrise des « fondamentaux » et de son évaluation contrôlée de manière centralisée.

Succédant à cette accumulation de signaux alarmants, le confinement du printemps a donné la preuve à ceux qui n'en auraient pas été convaincus jusque-là de l'engagement, de la capacité d'adaptation et de la créativité des enseignants français, de leur attachement à une école qui donne une chance à chaque élève, et du rôle fondamental joué par l'école dans la lutte contre les inégalités économiques et sociales. Ce confinement a aussi rendu indispensable, après cinq mois inédits, une reconstruction délicate du lien entre les élèves et

l'institution scolaire. L'actuel locataire de la Rue de Grenelle ne paraît en faire que peu de cas: positionner, certifier, évaluer les fondamentaux sont sa seule feuille de route, et la seule évaluation qu'il n'appelle pas de ses vœux est celle de sa propre politique. Et, alors même qu'il y a urgence à améliorer les conditions de travail et à revaloriser les rémunérations des acteurs du monde éducatif, ces derniers ne peuvent guère espérer aujourd'hui, de la part du gouvernement, des mesures d'envergure dans ces domaines.

Cette année scolaire qui débute doit être l'occasion d'unir les forces volontaires susceptibles de faire naître un projet alternatif pour l'éducation nationale. Ce projet doit voir le jour sans précipitation, dans l'association de l'ensemble des parties prenantes et dans des conditions telles qu'il puisse être politiquement porté avec fierté. La gauche a bien assez, par le passé, payé le prix de son incapacité à assumer totalement des valeurs dont elle aurait pourtant dû s'enorgueillir, au premier rang desquelles la bienveillance, l'inclusion, l'égalité filles-garçons et le dialogue social. La période qui nous sépare de mai 2022 ne sera pas de trop pour retisser sereinement et durablement, hors des murs du ministère de l'éducation nationale, les fils abîmés des discussions avec les organisations syndicales, les élèves, les représentants des parents, les collectivités locales.



Litanie de réformes

Or nous aurions grand tort de nous résigner à attendre l'approche de la prochaine élection présidentielle pour travailler à un projet alternatif pour l'école. C'est maintenant qu'il faut lancer des « assises de l'éducation nationale », fondements d'accords qu'il appartiendra au futur locataire de la Rue de Grenelle de mettre en œuvre.

Ces assises de l'éducation nationale devront éviter deux écueils. Le premier est celui d'une nouvelle litanie de réformes des programmes, des évaluations, des examens, des grilles horaires... Les changements de cap incessants imposés depuis des années aux enseignants participent du malaise ambiant ; ils en souffrent d'autant plus que

leur professionnalisme est fort. Aucun projet ne peut faire sens s'il ne prend pas pleinement en compte leurs attentes.

Le second écueil est celui de la demi-mesure. Ni la procrastination ni la politique des petits pas ne sauraient être à la hauteur des urgences de l'époque. La revalorisation des rémunérations des enseignants doit être massive et immédiate. Du temps doit être libéré pour la formation continue, pour le travail en équipe et pour la construction collective à l'échelle locale des projets d'école et des projets d'établissement, répondant aux besoins de leurs élèves et à la qualité de la relation avec les parents. Les collectivités locales devront être associées aux échanges pour construire des politiques éducatives territoriales qui prennent en compte le temps de l'enfant et de l'adolescent hors l'école, et pour penser de nouvelles formes et de nouveaux usages des locaux scolaires, facilitant le travail en équipe des enseignants, mieux partagés par tous et plus agréables à vivre au quotidien,

conçus pour accompagner la réussite des élèves.

Le vivre-ensemble et le lien social doivent, enfin, être placés au cœur du projet éducatif. L'école n'est pas seulement le cadre des apprentissages, c'est également celui des apprentissages ensemble. Lorsque l'on voit la presse relayée sans distance critique les discours commerciaux d'un futur lycée parisien privé hors contrat qui se prétend en faveur de la réduction des inégalités sociales uniquement parce qu'il est présidé par la « fille de », on ne peut que faire le constat que nous l'oublions trop souvent [Tiphaine Auzière, jeune avocate, fille de Brigitte Macron, préside l'association qui vient d'ouvrir le Lycée Autrement, établissement privé hors contrat].

Instrument de l'émancipation

Quoi qu'en pensent les mauvaises langues, ce n'est pas pour éviter des heures de cours que des lycéens se sont mobilisés par milliers à partir du mois de février 2019, le vendredi, lors de grèves scolaires pour le climat.

C'est avant tout parce que cette génération sait la valeur de l'école publique comme elle sait la valeur de notre planète. L'école est l'instrument de l'émancipation individuelle et collective et de la transformation sociale. Elle mérite un projet à la hauteur de cette ambition. ■

Agathe Cagé est docteure en science politique. Ancienne conseillère des ministres de l'éducation Vincent Peillon et Benoît Hamon – et secrétaire générale de la campagne de ce dernier en 2017 –, elle a été directrice adjointe du cabinet de Najat Vallaud-Belkacem (2014-2017)

IL FAUDRA, AVANT MAI 2022, RETISSER LES FILS ABÎMÉS DES DISCUSSIONS AVEC LES ÉLÈVES, LES REPRÉSENTANTS DES PARENTS, LES SYNDICATS...